



DÉCISION 2022/050

Page 1 sur 2

INSTITUTION D'UNE RÉGIE DE RECETTES - PISCINE MUNICIPALE

LE MAIRE DE MAUSSANE-LES-ALPILLES

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment l'article 22 ;

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux ;

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu la délibération du Conseil municipal n° 2003/02/27/06 en date du 27 février 2003 fixant les taux d'indemnité de responsabilité des régisseurs et cautionnement imposé dans la limite des taux fixés par l'arrêté susvisé ;

Vu la délibération n° 2020/06/04/35 du Conseil municipal en sa séance du 4 juin 2020 donnant délégations au Maire d'un certain nombre de ses compétences, notamment pour la création de régies communales en application de l'article L 2122-22 alinéa 7 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'avis conforme du Comptable Public Assignataire en date du 24 juin 2022 ;

- DÉCIDE -

Article 1^{er} : La Décision municipale n° 2013/022 du 31 mai 2013 instituant une régie de recettes à la piscine municipale est abrogée.

Article 2 : Il est institué, à compter de ce jour, une régie de recettes 'piscine municipale' auprès de la commune de Maussane-les-Alpilles.

Article 3 : Cette régie de recettes est installée à la piscine, au croisement du chemin Saint Marc et de la route de Saint Rémy, à Maussane les Alpilles - 13520 - et est d'un point de vue comptable gérée dans le cadre du budget général de la commune.

Article 4 : La régie de recettes fonctionne de façon saisonnière, de juin à septembre, les dates précises étant arrêtées chaque année.

Article 5 : Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public de Marseille.

Article 6 : La régie de recettes encaisse les produits suivants :

- ✓ Vente de tickets d'entrée
- ✓ Vente de carte d'entrée pour les abonnements
- ✓ Vente de boissons

Article 7 : Les recettes désignées à l'article 6 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants : **numéraire** ou **chèques bancaires** ou par **cartes bancaires**, en contrepartie de :

- tickets ou cartes d'abonnement pour le droit d'entrée
- reçus issus de carnets à souches pour les boissons

Article 8 : Un fonds de caisse d'un montant de 250,00 € (DEUX CENT CINQUANTE EUROS) est mis à la disposition du régisseur.

Article 9 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 3.000, 00 € (TROIS MILLE EUROS).

Article 10 : Le régisseur est tenu de verser au comptable assignataire le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé par l'article 9 et au minimum une fois par semaine.

Article 11 : Le régisseur verse auprès du comptable public assignataire la totalité des justificatifs d'opération lors du versement de l'encaisse. Il est tenu de verser auprès du comptable la totalité des justificatifs des opérations de recettes au 31 décembre de l'année, en cas de remplacement du régisseur par un mandataire, en cas de changement de régisseur et aux termes, saisonniers ou définitif, de la régie de recettes.

Article 12 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le taux est fixé dans l'acte de nomination de celui-ci et selon la réglementation en vigueur.

Article 13 : le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'arrêté de nomination, selon la réglementation en vigueur et sous réserve que le régime indemnitaire RIFSEEP institué dans la commune ne puisse lui être appliqué.

Article 14 : Le(s) mandataire(s) suppléant(s) ne percevra (percevront) pas d'indemnité de responsabilité selon la réglementation en vigueur.

Article 15 : La présente décision sera inscrite au registre des actes de la Mairie, ampliation en sera adressée à Madame la sous-Préfète d'Arles et copie adressée au Comptable public assignataire.

Article 16 : Le Maire de Maussane les Alpilles, le Directeur Général des Services municipaux et le Comptable public assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Maussane-les-Alpilles, le 24 juin 2022

Le Maire,
Jean-Christophe CARRÉ.



Pour le Maire empêché

la 4^e Adjointe
Sylvie NARDI

Acte transmis à la sous-préfecture
le vendredi 24 juin 2022.

DÉCISION 2022/050

Page 2 sur 2